



global witness

EMBARGOED UNTIL 30th JULY 2019 AT 00.01 GMT

Alerte à la criminalisation des défenseurs de l'environnement et des droits à la terre : le rapport de Global Witness dénonce l'utilisation abusive des lois anti-terroristes et le recours à des poursuites judiciaires agressives par les élites les plus puissantes pour réprimer l'activisme

- Le rapport annuel de Global Witness sur les attaques à l'encontre des défenseurs de l'environnement et des droits à la terre révèle qu'en 2018, 164 activistes ont été tués, soit plus de trois décès par semaine en moyenne.
- L'industrie minière est le principal instigateur de ces actes, même si un certain nombre d'attaques brutales a également été attribué aux secteurs de l'hydroélectricité, de l'agroalimentaire et de l'exploitation forestière.
- Le rapport met pour la première fois en évidence le recours systématique et abusif aux lois et politiques créées pour criminaliser et intimider les défenseurs, leurs familles et les communautés qu'ils représentent. Les conclusions du rapport s'appuient sur des études de cas au Guatemala, au Royaume-Uni, en Iran et aux Philippines.

L'année dernière, en moyenne, plus de trois personnes par semaine ont été assassinées en défendant leurs terres et l'environnement menacés par différentes industries, comme celles de l'exploitation minière, forestière ou agroalimentaire. Beaucoup d'autres défenseurs ont été réduits au silence par d'autres tactiques élaborées pour réprimer l'activisme, telles que les arrestations, les menaces de mort, les poursuites judiciaires et les campagnes de diffamation.

Pour la première fois depuis que Global Witness a commencé à documenter ces meurtres ce sont les Philippines qui enregistrent le plus grand nombre de morts à l'échelle mondiale, avec un bilan de 30 victimes. Le Guatemala a connu la plus forte augmentation du nombre d'assassinats, soit cinq fois plus en 2018 qu'en 2017.

A l'échelle mondiale, le véritable nombre d'assassinats perpétré est probablement bien plus élevé, dans la mesure où certains cas ne sont pas documentés et font rarement l'objet d'enquête. Il est difficile de trouver des preuves fiables ou de les vérifier.

À l'origine de 43 décès confirmés, l'exploitation minière occupe la première place des industries les plus meurtrières. 2018 a également marqué une hausse significative du nombre de morts liées à la défense des sources d'eau, le nombre total de décès à l'échelle mondiale passant de 4 en 2017 à 17 en 2018. Parmi les auteurs présumés de ces crimes, on trouve le personnel de sécurité privé des entreprises, les forces gouvernementales et des mercenaires, travaillant parfois tous en coalition.

Pour la première fois cette année, Global Witness sonne l'alerte sur le phénomène de criminalisation des activistes et de leurs communautés. Sur tous les continents, on constate que des gouvernements et des entreprises contrôlent les tribunaux et les systèmes judiciaires nationaux, qu'ils utilisent comme moyens d'oppression contre ceux qui menacent leur pouvoir et leurs intérêts.

Cette stratégie inclut l'utilisation abusive des lois existantes, initialement élaborées pour lutter contre le terrorisme et protéger la sécurité nationale, ainsi que la création de nouvelles réglementations visant à rendre les manifestations illégales ou à museler la liberté d'expression. De ce fait, les attaques dirigées contre les défenseurs gagnent en légitimité apparente et se multiplient.

Dans la majorité des cas, les persécutions dont sont victimes les défenseurs de l'environnement et des terres sont en lien direct avec la demande en terres et en matières premières nécessaires à la fabrication des produits que nous consommons tous les jours, des aliments aux téléphones portables, en passant par les bijoux.

Comme décrit plus en détail dans le rapport de Global Witness, les défenseurs autochtones des Philippines ont reçu des menaces de mort, ont été jetés en prison ou ont assisté à la démolition de leur maison, parce qu'ils refusaient que leurs terres soient utilisées pour des plantations de bananes destinées au marché mondial.

Dans un même temps, au Guatemala, la forte croissance des industries minière, hydroélectrique et agricole a conduit à une vague d'attaques à l'encontre de la population autochtone rurale et a ravivé la peur d'un retour au génocide qui a meurtri le pays quelques 30 ans plus tôt.

La criminalisation des activistes environnementaux et des défenseurs des droits à la terre ne se limite pas aux régions sud de l'hémisphère. En 2018 au Royaume-Uni, trois manifestants anti-fracking ont reçu des peines de prison draconiennes, lors d'une affaire qui a réveillé des craintes concernant l'utilisation abusive des lois pour étouffer la légitimité de l'activisme environnemental.

Tout porte à croire que cette tendance ne peut qu'empirer. Alors que le rapport de Global Witness dénonce les événements de 2018, les premiers signes sont déjà inquiétants cette année : aux quatre coins du globe, les hommes politiques en position de force abolissent l'une après l'autre les mesures de protection de l'environnement et des droits humains au profit de la croissance industrielle, priorité qui éclipse toutes les autres. Au Brésil, par exemple, le Président Jair Bolsonaro a récemment promis l'ouverture des réserves indigènes au développement, décision qui a déjà provoqué une véritable déferlante d'opportunistes armés de tronçonneuses et de fusils.

Dans un même temps, le programme de "domination énergétique" du président américain Donald Trump prévoit un certain nombre d'accords qui pourraient voir de grandes étendues de terres autochtones distribuées aux sociétés pétrolières et gazières, à un moment où différents États américains ont introduit de nouvelles lois pour réprimer les mouvements contestataires.

Alice Harrison, chargée de campagne pour Global Witness, explique :

« Les attaques contre les activistes qui ne cherchent qu'à défendre leurs terres et l'environnement restent un problème d'actualité, malgré le nombre de sympathisants croissant que gagnent les mouvements écologiques du monde entier. Alors que nous nous précipitons vers le désastre du changement climatique, il est plus important que jamais de soutenir ceux qui défendent leurs terres et la planète contre la destruction aveugle que sèment sans scrupule les riches et puissants de ce monde.

« Et quand on voit que les systèmes judiciaires, qui laissent les assassins de ces défenseurs poursuivre leur vie en toute liberté, sont utilisés pour condamner les activistes à titre de terroristes, d'espions ou de criminels dangereux, on ne peut que déplorer la tragique ironie de la situation. Les deux tactiques envoient un message clair aux autres activistes : s'ils veulent continuer à défendre leurs droits, ils le paieront cher, et leurs familles, leurs communautés en paieront également le prix. »

Victoria Tauli-Corpuz, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones :

« En mars 2018, le gouvernement des Philippines m'a déclarée terroriste. J'avais ouvertement dénoncé les violations des droits de la population autochtone de mon pays natal, et j'ai donc subi les représailles du pouvoir en place. Pendant des mois, j'ai vécu sous la menace et n'avais aucun moyen de rentrer chez moi sans courir de risques. Même si depuis, mon nom a été supprimé de la liste, les représentants gouvernementaux continuent à m'accabler d'accusations mensongères.

« Aujourd'hui, c'est un phénomène que l'on peut malheureusement observer partout dans le monde : les militants environnementaux sont déclarés terroristes, placés en détention ou poursuivis par des machines judiciaires aux tentacules paralysantes, simplement pour avoir défendu leurs droits ou parce qu'ils vivent sur des terres convoitées par d'autres. »

Principaux résultats :

- Selon les données disponibles, 164 défenseurs de l'environnement et des droits à la terre ont été tués en 2018, soit **plus de trois morts par semaine** en moyenne. Beaucoup d'autres ont été agressés ou incarcérés.
- Les pays qui comptent le nombre total de morts recensées le plus élevé sont **les Philippines (30), la Colombie (24), l'Inde (23) et le Brésil (20)**.
- Avec **16 morts** enregistrées pour l'année 2018, soit 5 fois plus que l'année précédente, le **Guatemala** a enregistré l'augmentation la plus forte du nombre d'assassinats relatif au nombre d'habitants
- **L'industrie minière était la plus meurtrière**, puisqu'elle était responsable de la mort de 41 activistes protestant contre les effets destructeurs de l'extraction de minerai sur l'environnement, et sur les terres et les moyens de subsistance de la population.
- On a assisté à une forte hausse des meurtres d'**activistes militant pour la protection des sources d'eau**, le nombre de victimes passant de 4 en 2017 à 18 en 2018.
- Plus de la moitié des meurtres recensés en 2018 ont eu lieu en Amérique latine, qui est toujours arrivée en tête des régions les plus touchées par le problème depuis que Global Witness a commencé à publier des données sur ce type de meurtres en 2012.

- Global Witness a été en mesure d'établir un lien entre les **forces de sécurité gouvernementales** des pays et 40 des meurtres recensés. Des **acteurs privés**, tels que des tueurs à gages, des organisations criminelles et des propriétaires terriens étaient aussi parmi les auteurs présumés de ces 40 meurtres.
- La **criminalisation** et des poursuites judiciaires agressives sont utilisées pour étouffer l'activisme environnemental et la défense des droits à la terre dans le monde entier, y compris dans des pays « développés » comme les États-Unis et le Royaume-Uni.

Contact:

Heather Iqbal, Senior Communications Advisor

hiqbal@globalwitness.org

+44 7912 517 127